

HALTE A LA DESTRUCTION DE L'AGRICULTURE FRANCAISE

Dans nombre de pays européens, les producteurs de lait luttent « simplement » pour qu'on les autorise à continuer à vivre.

En France, en Espagne, en Autriche, en Italie et ailleurs, c'est le même désespoir qui les anime. Les entreprises de transformation, qui sont souvent des multinationales, leur achètent le litre de lait entre 18 et 24 centimes, alors que les coûts de production sont de l'ordre de 40 centimes. Ils sont donc payés à environ 50% de leur coût de production !

Les producteurs flamands ne sont pas dans le mouvement, car leurs exploitations sont plus grandes, de type agro-industriel, alors que les producteurs wallons, qui participent au mouvement de grève, ont des exploitations familiales, de petite taille.

Les producteurs de lait sont donc les victimes d'un processus d'industrialisation de notre agriculture, donc de concentration, l'étape suivante étant la disparition pure et simple d'une production nationale au profit de pays à faible coût de main d'oeuvre, tels que la Pologne ou la Roumanie.

C'est ce qui s'est déjà passé en France dans l'industrie textile, qui a vu en une ou deux décennies la disparition quasi complète de notre tissu industriel au profit de la Chine et d'autres pays « émergents ».

C'est ce qui risque de se passer progressivement pour toute l'agriculture française !

Voilà les effets de la mondialisation qui, non seulement produit des millions de chômeurs dans des pays comme le nôtre, mais encore détruit des activités vitales pour notre indépendance.

Nous ne pouvons l'accepter !

L'Alliance Royale fait sienne la proposition de Maurice Allais, qui préconise que le monde soit divisé en ESPACES NATURELS REGIONAUX regroupant les pays selon une double proximité, géographique et de niveaux de revenus, et pratiquant LA PREFERENCE COMMUNAUTAIRE, c'est-à-dire une protection douanière.

Cette proposition est en concordance avec le principe de subsidiarité, seul apte à remplacer le régime économique imposé par l'OMC.

Nous voulons

LE RETOUR A LA PREFERENCE COMMUNAUTAIRE

L'ABOLITION DE L'OMC